

Déradicalisation, un mensonge d'Etat : le télégramme de Brest et le sénateur Benbassa le disent

écrit par Christine Tasin | 1 mars 2017

Ce n'est pas RR qui a écrit l'article du Télégramme ci-dessous, mais ça y ressemble un peu... Quant au rapport des sénateurs sur la déradicalisation, il montre bien l'échec absolu de la politique de Hollande et, surtout, l'argent phénoménal dépensé pour cela, argent qui a servi, comme par hasard, à des associations dont l'utilité n'a pas été prouvée c'est le moins que l'on puisse dire...

[HERVÉ CHAMBONNIÈRE](#)

Le premier centre spécialisé dans la déradicalisation a ouvert, en septembre 2016, près de Chinon (Indre-et-Loire).

Déradicalisation. Un mensonge d'État

Plus de 15.000 personnes signalées radicalisées en France, 1.500 dans nos prisons, près de 900 jihadistes français encore au combat ou rentrés en France... Jamais la France n'a eu à gérer un tel flot d'extrémistes rejetant ses valeurs et souhaitant sa perte. Un cancer que l'État a tenté de faire passer pour une grippe.

Ils sont embrigadés comme dans une secte, ou fous, ou délinquants. Ou les trois à la fois. Tel a été, jusqu'à très récemment encore, le profil qui était dressé des jihadistes français. Avec cette grille de lecture simpliste, les pouvoirs publics ont cru et fait croire qu'ils pouvaient maîtriser le phénomène. Il suffisait de « déradicaliser ».

« **Qui a pu croire à cela ?** »

En 2014, les clés de cette « déradicalisation » sont confiées au Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI), créé par

l'anthropologue Dounia Bouzar. Deux ans plus tard, en septembre 2016, ouvre le premier centre spécialisé, près de Chinon (Indre-et-Loire). Une structure pouvant accueillir, sur la base du volontariat, jusqu'à trente jeunes radicalisés. « Qui a pu croire à cela ? », s'agace un cadre de la lutte antiterroriste pour qui la « déradicalisation » est un « tissu de conneries ». « S'ils sont volontaires, c'est qu'ils ne sont plus radicaux ou qu'ils simulent, raille-t-il. Ces gens ne nous aiment pas et n'aiment pas notre système. Le cerveau n'est pas un logiciel que l'on peut modifier en insérant une disquette ! »

« Quinze ans de retard »

« On ne nous a pas laissé le choix : il fallait faire, un point c'est tout. Même si tout le monde savait que ce n'était pas la bonne méthode et qu'elle était vouée à l'échec », cingle un responsable antiterroriste. En Touraine, le centre, qui n'a jamais accueilli plus de neuf personnes, est désormais vide. Le constat est tombé, mercredi dernier, dans un rapport parlementaire : « Échec des politiques publiques de déradicalisation ».

Un fiasco qui trouve également sa source dans la cacophonie médiatique, alimentée par une kyrielle de spécialistes autoproclamés, et les querelles des (rares) vrais experts. « François Burgat, Gilles Kepel et Olivier Roy ont structuré l'analyse de ce phénomène. Mais la génération de chercheurs suivante n'a pas suivi, déplore aussi un familier du dossier de la déradicalisation. C'est pour cela que nous avons 15 ans de retard et qu'on découvre qu'on ne sait pas ce qu'on fait, qu'on manque de jeunes chercheurs prêts à s'investir, et qu'on ne voit pas comment on pourrait faire... »

L'inaudible annonce des attentats de 2015

« Cette approche a faussé les débats et la réponse politique », déplore David Thomson, journaliste travaillant sur le phénomène jihadiste depuis 2011. La conséquence a été gravissime : « Cela a empêché de prendre conscience de la réalité de la menace », estime le spécialiste qui, seul contre tous en 2014, annonçait l'arrivée d'attentats sur le sol français. Il faudra attendre deux ans et 238 morts pour que la prise de conscience soit totale.

Approche psychopathologique et bourrage de crâne : pourquoi l'État a-t-il validé ces explications superficielles ? « Dire que les jihadistes étaient des fous, des malades, arrangeait tout le monde, décrypte David Thomson. Car cela évitait tout débat sur la dimension religieuse, pourtant prédominante, de l'engagement jihadiste,

et aussi toute remise en cause politique. C'est pourtant éminemment le cas quand on pose cette question : pourquoi des enfants nés en France en viennent-ils à haïr à ce point et combattre la société dont ils sont issus ? »

Sparadrap sécuritaire

Le diagnostic n'était pas bon. Le traitement a été encore plus mauvais, en faisant croire aux Français que le seul sparadrap sécuritaire pourrait guérir tous les maux. Une voix, inattendue, s'est pourtant élevée, le 10 mai 2016, devant la commission de la Défense nationale. Celle de Patrick Calvar, patron de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) : « Il faut tâcher de comprendre à qui nous avons affaire (...). Je ne m'explique pas comment une fille de quinze ans quitte la France pour se rendre en Syrie vivre dans des conditions abominables, ni comment un gamin que rien n'y prédispose, va poignarder un enseignant juif au seul motif de détester cette société. Aussi, si l'on se limite à une réponse sécuritaire, on se trompe. »

« Une partie de la classe politique, l'extrême droite, a récupéré la thématique jihadiste, en l'amplifiant à des fins purement électorales, analyse un chercheur travaillant sur le phénomène. L'autre l'a occultée parce que les enjeux qu'elle posait étaient trop effrayants. » Son diagnostic ? « Une crise profonde de notre modèle démocratique. »

EN COMPLÉMENT

« Dans nos prisons, on a le prochain Al-Baghdadi »

La déradicalisation est, jusqu'à présent, un échec. « On a tenté de maquiller ça avec de la com'. La vérité, c'est que nous nous sommes mis dans une situation ingérable », se désespère un responsable de la lutte antiterroriste. Y a-t-il néanmoins un espoir ? « Il n'y a rien à faire, élude le même interlocuteur. Mais politiquement et médiatiquement, on ne peut pas l'avouer. »

Durablement dans les esprits

Le journaliste David Thomson, spécialiste du jihadisme, n'est pas davantage optimiste : « La motivation n°1 des jihadistes, c'est d'aller au paradis. Et pour y accéder, il faut mourir et tuer le plus d'ennemis. Quel argument avancer pour contrer ce discours ? Il n'y a aucune méthode actuellement, aucune parade à cela. Les rares cas de déradicalisation sont le fruit de parcours et de prises de

conscience personnels. La majorité de ceux qui reviennent sont toujours radicalisés. Ils sont simplement déçus de ce qu'ils ont trouvé là-bas. »

Point positif : Daesh multiplie les revers militaires. « Beaucoup de cadres ont été tués par des drones. Ils étaient très expérimentés et seront difficiles à remplacer. Exporter la menace est, pour eux, devenu plus difficile, convient David Thomson. Mais l'idéologie n'est pas en déclin. Bien au contraire. Les jihadistes sont parvenus à insérer le logiciel terroriste dans beaucoup d'esprits. »

« **Ils nous connaissent mieux qu'on ne les connaît** »

« Il y a eu plein de ratés mais la prise de conscience est désormais réelle », tempère un chercheur. Le gouvernement a mis en place, en 2016 et 2017, des comités scientifiques reconnus qui planchent sur la question et les réponses à apporter. Mais les travaux et débats qui débutent risquent de durer « de longues années », prévient ce spécialiste. Car, contrairement à ce qui était dit jusqu'à présent, « le jihadisme est une idéologie, avec une pensée très élaborée et structurée », insiste le chercheur, lui-même « dérouté » par les découvertes qu'il a faites en interrogeant des jihadistes français. « Ils ont plus de recul sur la question que la plupart des chercheurs. Ils nous connaissent bien mieux qu'on ne les connaît. Nous avons, dans nos prisons, de véritables idéologues. J'ai peu de doutes sur le fait qu'on a, derrière les barreaux, le prochain Al-Baghdadi (*). »

(*) Al-Baghdadi, chef de l'organisation État islamique (Daesh).

« Leur motivation n°1 : accéder au paradis »

Plus de 700 djihadistes français encore en Syrie, près de 200 tués sur place et autant rentrés en France. Le journaliste David Thomson a consacré un saisissant livre à ces « Revenants » (Ed Seuil), qu'il suit depuis des années. Voici, selon lui, quatre des principales caractéristiques de l'engagement djihadiste.

1- Un sentiment de frustration. Il y a toujours une faille préalable à l'engagement : sentiments de frustration, d'infériorité, d'humiliation, d'injustice. Leur origine : problèmes familiaux, économiques, échec scolaire, discrimination, éloignement ou perte d'un être cher...

Une grande partie des jihadistes sont issus des quartiers sensibles (dont ils conservent les codes en Syrie), de l'immigration sub-saharienne et du Maghreb et sont de confession musulmane à 70% (30% de convertis, dont la moitié issue de

minorités : Antilles françaises, immigration asiatique, portugaise...).

La propagande va pulvériser les humiliations, redonner la fierté et apporter une capacité de revanche. « De dominé, on va t'offrir un statut de dominant ».

2- Une vie d'excès. Autre trait commun : l'écrasante majorité des jihadistes menait une vie d'excès (sexualité, alcool, stupés, etc.) avant de s'engager. L'idéologie purifie, absout tous les péchés (homosexualité par exemple).

Le message djihadiste : tu as encore la possibilité de te racheter. La grande majorité (près de 70%) des actuels détenus pour terrorisme n'étaient jamais passés par la case prison auparavant. Mais la délinquance, que l'on pourrait croire incompatible avec la religion, se marie au contraire très bien avec le jihadisme, qui la fait sienne. Pour la cause. « C'est tout bénéfique pour le délinquant, qui voit son action légitimée. » Aucun remord à avoir. Nul besoin de réfléchir à ses actes. Le jihadisme rend tout compatible. Il est capable de marier interprétation moyenâgeuse, ultra-rigoriste, du Coran et modernité. Ces « frustrés du capitalisme » peuvent lire des hadits du VIIe siècle, Nike aux pieds, sur un iPhone dernier cri. Ou faire des selfies en jogging Lacoste, kalach' à la main.

3- Logique anti-système. La plupart étaient déjà dans une logique anti-système (institutions injustes, dirigées contre les minorités). Ils ont perdu confiance dans les médias traditionnels et sont très perméables à l'info conspirationniste. Généralement faiblement instruits, très jeunes, ils basculent souvent au moment de l'adolescence, ou à sa sortie. L'exemple, donné dans le livre, d'un jihadiste expliquant avoir auparavant été séduit par l'extrême droite, puis l'extrême gauche, est une « illustration parfaite de l'islamisation de la radicalité ».

4- L'incontournable dimension religieuse. La conviction religieuse des jihadistes est « profondément ancrée ». L'absence de connaissance du Coran n'est pas un obstacle. « Combien de catholiques sont incapables de citer un seul passage de la Bible ? ».

Tous sont convaincus des faveurs accordées aux martyrs dans l'au-delà. « On a trop minimisé ce mythe, qui est primordial pour eux », soutient David Thomson. Les jihadistes ont la promesse que tuer va leur ouvrir les portes du paradis. L'accès à ce paradis est leur motivation n°1'.

Et le sénateur Benbassa... qui n'est pourtant pas notre tasse de thé, et c'est peu de le dire...

Rapport sur la déradicalisation : « il n'y aura pas de miracle »

La prise en charge de la déradicalisation en France est un « échec », selon un bilan d'étape d'une mission d'information sénatoriale rendu public mercredi.

La prise en charge de la déradicalisation en [France](#) est un « échec » et les pouvoirs publics doivent [changer](#) de « concept », selon un rapport des sénateurs Esther Benbassa et Catherine Troendlé. L'élue écologiste et sa collègue [Les Républicains](#) ont remis, mercredi 22 février, leur rapport d'étape de leur mission d'information baptisée « *Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe* ». Les travaux ont débuté au printemps 2016 et le rapport final devrait [être](#) publié en juin.

Dans ce point d'étape, les deux rapporteurs dressent notamment un bilan global peu flatteur de la [politique](#) de déradicalisation et en particulier [du centre dédié de Pontourny](#) (Indre-et-Loire), où elles se sont rendues. « *C'est un fiasco complet, tout est à [repenser](#), tout est à reconstruire* », a commenté le président de la [commission des Lois du Sénat, Philippe Bas](#).

Un rapport qui intervient alors que le gouvernement a depuis plusieurs mois amorcé un changement de [politique](#) sur ce sujet. Se défendant de [réaliser](#) un réquisitoire contre les autorités publiques, Mme Benbassa considère d'ailleurs que dans cette mission de déradicalisation « *il n'y aura pas de miracle* » et qu'il faudra [rester](#) « *modeste et patient* ».

Lire aussi : [Djihadisme : déradicaliser ou normaliser](#)

Un [climat](#) d'urgence

Pour [comprendre](#) les raisons de cet « échec », il faut [remonter](#) quelques années plus tôt, à l'automne 2014, période à laquelle l'exécutif a mis en place ses premières mesures pour [endiguer](#) le phénomène de radicalisation latent en France, et qui conduit déjà certains jeunes sur les terres de l'organisation [Etat islamique](#) (EI) en [Syrie](#) et en [Irak](#).

Les mois suivants verront se [succéder](#) une série d'attentats (en janvier puis en novembre 2015) et de tentatives d'attentats, notamment l'attaque ratée du Thalys par

Ayoub El Khazzani et celle de Villejuif par Sid Ahmed Ghlam.

C'est dans ce contexte de menace diffuse que le gouvernement s'attaque au dossier ardu de la « déradicalisation » – terme désormais décrié au profit du « désendoctrinement » ou du « désembrigadement ». Un [contexte](#) d'urgence, qui n'incite pas les autorités à [prendre](#) les bonnes décisions, selon Mme Benbassa.

« Le gouvernement était en panique à la suite des attentats. Et c'est la panique qui a guidé ses actions. Le temps du politique est court, il fallait [rassurer](#) la [population](#) », rappelle la sénatrice [Europe](#) Ecologie-Les Verts, qui se défend d'avoir réalisé un « *réquisitoire* » contre la politique de désendoctrinement mis en place par le gouvernement, mais qui revient point par point sur les différentes méthodes utilisées, soulignant à chaque fois leur limite.

« Business »

Mme Benbassa fustige d'abord les associations sollicitées par l'exécutif pour [amorcer](#) des programmes de déradicalisation partout en France. « [Ces associations ne connaissaient pas la question, elles se sont juste engouffrées dans la brèche, en menant des actions qui n'étaient pas à la hauteur des défis](#) », estime la sénatrice, qui évoque à plusieurs reprises « [le business de la déradicalisation](#) » où « [ceux qui y croient sont ceux qui en vivent](#) ».

A ces associations se sont ajoutés « *des pseudos spécialistes* », ajoute Mme Benbassa, [qui cite notamment les méthodes de Dounia Bouzar](#). L'anthropologue a eu la confiance du gouvernement de 2014 à 2016, c'est elle qui a été la première à [avoir](#) la charge d'équipe mobile d'intervention auprès de familles en détresse et qui a formé les premiers personnels de l'Etat au sujet de la déradicalisation.

[Aujourd'hui toutefois, Mme Bouzar fait l'objet de nombreuses critiques](#). Cette dernière a longtemps défendu l'idée que la radicalisation était une forme d'emprise sectaire, approche aujourd'hui remise en cause. La question des méthodes de désembrigadement fait toutefois l'objet de [débats](#) plus larges et de tâtonnements dans l'application des politiques publiques, au-delà même de Mme Bouzar.

Le volontariat controversé

Le rapport d'étape des deux sénatrices jette aussi l'opprobre sur le centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté, ouvert en septembre 2016, au lieu-dit de

Pontourny, à Beaumont-en-Véron, un village de 2 700 habitants d'Indre-et-Loire. Ce premier [centre](#) de « déradicalisation » en France est désormais vide. Il a vu [partir](#) son dernier pensionnaire en milieu de semaine après que ce dernier a été [condamné à quatre mois de prison avec sursis pour des faits de violences familiales](#).

Concernant ce centre, qui devait [accueillir](#) jusqu'à vingt-cinq personnes, et qui en a totalisé neuf au plus fort du dispositif, Mme Benbassa déplore le manque de [coopération](#) des préfetures, censé [faire](#) remonter les cas de jeunes candidats potentiels : 40 % d'entre elles n'ont pas répondu à la circulaire ministérielle.

Lire aussi : [Djihad en Syrie : un des pensionnaires du premier centre de déradicalisation interpellé](#)

Le rapport remet également en cause « *la politique du volontariat* » qui explique en partie la difficulté pour les préfetures à faire remonter des candidats, ajouté à l'impératif d'un casier judiciaire vide. « *Comment [croire](#) que des gens déracinés, qui viennent dans ce lieu sur la base du volontariat, puissent changer ?* », questionne la sénatrice, qui rappelle que le dispositif avait un coût annuel de 2,5 millions d'euros.

C'est aussi le regroupement des individus radicalisés qui pose question, aussi bien à Pontourny, que dans les [prisons](#), où des détenus radicalisés avaient été réunis dans des unités dédiées, au sein de cinq établissements pénitentiaires situés en [Ile-de-France](#) et dans le Nord. L'agression d'un surveillant, le 4 septembre 2016, [avait marqué un coup d'arrêt à ce dispositif](#). Là encore, les rapporteuses évoquent un personnel qui n'était pas assez formé.

Des avancées

L'analyse apportée par le rapport des deux sénateurs arrive toutefois plusieurs mois après un revirement des politiques dites de déradicalisation en France. En octobre 2016, le ministre de la [justice](#), Jean-Jacques Urvoas, a par exemple annoncé un changement de cap dans la prise en charge des détenus radicalisés, en mettant fin au concept des unités dédiées. [Ils seront désormais évalués dans six établissements durant quatre mois, avant d'être affectés dans vingt-sept prisons qui présenteront, des conditions de sécurité élevée et bénéficieront de renforts de personnels spécifiquement formés.](#)

L'exécutif a donc tiré des enseignements de ces échecs passés. Mme Benbassa estime qu'il faudrait plus d'« *accompagnement individualisé* », de « [travail](#) *sur la réinsertion* » ou « *développer la prévention* ». Mouvement déjà amorcé par les pouvoirs publics.

http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/02/23/rapport-sur-la-deradicalisation-il-n-y-aura-pas-de-miracle_5084014_3224.html

Pendant ce temps on me traîne au tribunal pour avoir dit « islam assassin », va comprendre, Charles...